

MASTER PARCOURS DROITS AFRICAINS

Master Droit comparé

L'Afrique reste mal connue. Peut-être est-ce du au fait qu'on en parle au singulier alors que, sur bien des points, il conviendrait de parler d'Afriques. C'est cette pluralité des Afriques sur le plan juridique que le Master entend interroger afin de mieux appréhender la vie juridique qui se meut sur ce socle géologique et former les juristes qui s'y intéressent. Car les droits en Afrique sont pluriels et entretiennent des rapports particulièrement complexes auxquels les relations juridiques doivent obéir pour se déployer intelligemment et efficacement (droit international public, droit continental, droits (sous) régionaux, droits étatiques ; droits coutumiers ; droits traditionnels ; droits religieux, droit écrit, droit non écrit ; droit public, droit privé ; droit formel, droit informel).

Le master 2 Droits africains - qui est devenu un master indifférencié - est destiné aux étudiants désirant acquérir une culture et une méthodologie juridiques approfondies leur permettant de maîtriser les systèmes juridiques africains à partir d'une connaissance des textes et des institutions, mais aussi des pratiques qui se retrouvent fréquemment en décalage avec le droit étatique "officiel".

Et parce que le droit n'est ni produit ni mis en oeuvre indépendamment des autres forces, notamment humaines, sociales, économiques, politiques, religieuses, militaires ou philosophiques, le master 2 Droits africains entend assurer un enseignement qui dépasse une analyse descriptive des droits en vigueur en Afrique pour prendre en compte les analyses venant de l'histoire, des sciences politiques ou de l'anthropologie du droit.

Le Master 2 Droits africains est affilié à l'IREDIES, Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne. Les membres de l'équipe participent également aux recherches menées par le Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude la mondialisation et du développement (GEMDEV).

Pour plus de précision sur les objectifs de la formation, voir le site du master 2 : <https://www.pantheonsorbonne.fr/diplomes/master-2-droits-africains/>

Infos pratiques

Composante : EDS - Dépt. droit international, européen et comparé

Durée : 2 ans

Crédits ECTS : 120

Campus : Campus Port-Royal - centre Lourcine

En savoir plus :

Master 2 Droit comparé, spécialité
droits africains

<https://droit-master-droitsafricains.pantheonsorbonne.fr/>

Présentation

Objectifs

Issu du plus ancien diplôme national français relatif à l'Afrique, le master 2 Droits africains a été entièrement repensé pour s'adapter à l'évolution des enjeux africains et du public qui s'y intéresse et pour préparer tant aux métiers de la « recherche » et de l'enseignement supérieur qu'aux nouveaux débouchés professionnels pour lesquels se multiplient les attentes de juristes compétents, au fait des particularités et spécificités des contextes africains (fonctions gouvernementales ou haute administration, organisations internationales, cabinets d'avocats et de conseil, ONG, organismes de coopération, etc.).

Il s'agit donc de développer les compétences des étudiants en matière économique (droits des affaires et des investissements, notamment), mais également d'énergies ainsi que des ressources naturelles.

Il s'agit également de conserver son intérêt pour le droit foncier et de la terre et le développement et surtout pour une logique généraliste et pluridisciplinaire permettant aux étudiants de développer des compétences dans tous les domaines de la vie juridique en Afrique et de comprendre comment les droits se vivent dans les pays qui la constituent.

Les étudiants issus du master 2 Droits africains sont capables de comprendre et maîtriser la diversité des systèmes juridiques du continent, diversité s'exprimant tant au niveau des sources d'inspiration des droits étatiques (droit de civil law, droit de common law, droit musulman, ...) que dans la coexistence de ces droits étatiques, souvent peu effectifs, avec des pratiques coutumières encore très vivaces et le droit international en constant développement.

Ils sont capables de fournir des expertises juridiques pour tout acteur en relation avec l'Afrique soucieux de connaître les réglementations applicables, de les interpréter et de les mettre en oeuvre.

Les + de la formation

Le master fait appel à un grand nombre d'intervenants extérieurs et professeurs étrangers

Adam M., Counsel, McDermott Will & Emery LLP

Akandji-Kombé J.-F., Professeur de droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Akele-Adau P. (†), Professeur à l'Université de Kinshasa

Antonopoulos D., Head of Strategy & Offer, Middle East – Africa Region, Axa Assistance Holding

Bachand R., Professeur de droit international, Université du Québec à Montréal

Bakandjea G., Professeur, Université de Kinshasa

Ben Achour R., Professeur émérite de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, juge à la Cour africaine des droits de l'homme

Boche M., Expert en gouvernance foncière au Ministère des affaires étrangères et du développement international

Boilley P., Professeur d'histoire, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur de l'Institut des mondes africains (IMAF)

D'Almeida D., avocat senior, CMS bureau Francis Lefebvre

Dezobry G., Maître de conférences en droit public, Université d'Amiens

Gabas J.-J., Chercheur au CIRAD, ancien président du GEMDEV

Gandonou D., Professeure de droit public, Université de Parakou

Gnamou D., Professeure titulaire de droit public, agrégée des facultés de droit, Université d'Abomey-Calavi, Juge à la Cour suprême du Bénin

Hugon A., Maître de conférences, histoire et civilisation, Université Paris 1

Jacquemot P., Président du GRET-Professionnels du développement solidaire et du Groupe Initiatives, chercheur associé à l'IRIS, ancien ambassadeur de France, ancien directeur du développement au Ministère français des affaires étrangères

Kamara M., Professeur à l'Université Cheikh Anta Diop, Agrégé des facultés de droit

Kamto M., Professeur de droit public, Université de Yaoundé II, ancien Président de la Commission du droit international

Lecat J.-J., avocat associé, CMS bureau Francis Lefebvre

Mancuso S., Professeur de droit public, Université de Cape Town

Marchesin P., Maître de conférence en science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Marielle N., Avocat senior, CMS bureau Francis Lefebvre

Marly P., Avocat associé, CMS bureau Francis Lefebvre

Matringe J., Professeur de droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur

Metou B., Professeure à l'Université de Yaoundé II, vice-rectrice de l'Université de Dschang

Michailof S., Chercheur associé à l'IRIS, administrateur du GRET, ancien directeur exécutif chargé des opérations de l'AFD et vice-président du Proparco, ancien directeur opérationnel et conseiller principal à la Banque mondiale

Miranda Metou B., Professeure de droit public, Université Yaoundé II

Mubiala M., Human Rights Officer, Africa Section II, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights

Nairac C., Partner, Paris, White & Case LLP

Nicolau G., Professeur de droit privé, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directrice du master 2 d'anthropologie du droit

Niyungeko N., Professeur à l'Université de Bujumbura, juge à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, ancien Président de la Cour

Ntampka C., Avocat au barreau de Bruxelles, Chargé d'enseignement à l'Université de Namur

Philippe X., Professeur de droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Rochegude A., Professeur associé de droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Siméant J., Professeure de science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directrice du master en études africaines

Toublanc A., Maître de conférences en droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Traore S., Professeur à l'Université Gaston Berger de Saint Louis, Sénégal

Organisation

Contrôle des connaissances

Le contrôle de connaissance se fait par contrôle continu dans chaque matière, contrôle continu auquel s'ajoute, outre la soutenance du mémoire ou du rapport de stage, un grand oral de culture générale africaniste

Stages

Stage : Facultatif

Durée du stage : Minimum 2 mois équivalent temps plein

Stage à l'étranger : Facultatif

Pour valider le Master 2, les étudiants doivent soit soutenir un mémoire (celui-ci est exigé afin de pouvoir se porter candidat pour un financement de thèse par l'Université), soit faire un stage sanctionné par un rapport de stage

soutenu, comme le mémoire, devant des enseignants du master.

Membres de l'équipe pédagogique

Directeur du Master

Jean Matringe
Professeur des Universités

[✉ jean.matringe@univ-paris1.fr](mailto:jean.matringe@univ-paris1.fr)

Secrétariat

Aline Pelmard

Téléphone : 01 44 07 77 52

[✉ M2iec2.eds@univ-paris1.fr](mailto:M2iec2.eds@univ-paris1.fr)

Admission

Conditions d'admission

Le master 2 Droits africains s'adresse aux étudiants en droit français et étranger, notamment ceux venant d'Afrique.

Il est ouvert aux titulaires d'un Master 1 en droit obtenu dans une université française ou étrangère, c'est-à-dire sanctionnant une formation dans l'enseignement supérieur d'au moins quatre ans, ou de toute autre formation jugée équivalente.

La sélection des candidats se fait sur dossier à télécharger sur le site de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Une attention particulière est portée non seulement au cursus antérieur des candidats et à leurs notes antérieures, mais également à leur expérience, motivation et projet professionnel qui doivent porter sur les Afriques.

La langue anglaise doit être maîtrisée au point de pouvoir l'utiliser comme langue de travail.

Et après

Insertion professionnelle

Le Master *Droits africains* permet d'envisager un certain nombre de débouchés, parmi lesquels :

- L'enseignement supérieur et la recherche, impliquant la préparation d'une thèse dans le cadre de l'Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne, Ecole doctorale de droit comparé, ou d'une autre structure, et la préparation de concours de recrutement des universitaires ;

- L'expertise et la consultation internationales, à titre libéral ou dans le cadre de bureaux d'études, de cabinets de *consulting*, de cabinets d'avocats, d'organismes de coopération ou encore d'ONG ;

- Les métiers du palais, y compris d'avocat ou juge national ou international ;

- Les carrières diplomatiques ;

- Les carrières au sein des organisations internationales notamment africaines ;

- Les carrières de la haute fonction publique nationale.

Ce que sont devenus certains de nos anciens :

Docteurs

Doctorants à l'Université Paris 1, à l'Université de Colombie britannique, à l'Université Paris 10

Plusieurs avocats, notamment chez Norton Rose Fullbright, Asafo & Co, Charles Russell Speechlys LLP, CMS Francis Lefebvre Avocats, Cloix & Mendès-Gil

Plusieurs élèves avocats

Conseillère juridique en Côte d'Ivoire

Legal Counsel - transactions chez OCP SA

Interprète à la Cour nationale du droit d'asile et à l'OFPPA

Gestionnaire de sinistre

Responsable fiscale - Zone Afrique - Branche MS, Total

Cheffe de projet Migrants Caritas Mauritanie

Juriste, droit des affaires internationales à Canal + International

Juriste Corporate / M&A chez In Extenso

Référente juridique opérations internationales

Legal Manager - Francophone Africa chez Helios Towers

Juriste spécialiste en droits humains

Juriste Droit des affaires et du Contentieux

Chargée de programme et recherche de financement chez Village Pilote

Assistante en ressources humaines

Rédactrice chez Leaders LeagueEtat-major des armées

Juriste-contrats au sein d'une entreprise de services pétroliers, Bucarest

Conseil juridique et fiscal chez EY

Conseillère Banque travelex

Juriste international. Canal+ International. Gestionnaire de projets et de partenariats - Secrétaire Générale d'Initiative For Africa

Programme

Master 1 Droit comparé

Semestre 1 Master droit comparé

Semestre 2 Master Droit comparé

Master 2 Indifférencié Droits africains

Semestre 3 M2

Expérience en milieu professionnel S3

UE1 Obligatoires S3

Droit de la terre en Afrique	5 crédits	24h
Etat, constitutions, sources du droit	5 crédits	24h
Pratiques comparées des droits en Afrique	6 crédits	24h

UE2 obligatoires S3

Droit des affaires et de l'OHADA	24h
La justice en Afrique	24h

Semestre 4 M2

UE1 Obligatoires

Droit des échanges et des investissements en Afrique	5 crédits	24h
Droit des ressources naturelles et de l'énergie	5 crédits	24h
Droit foncier et politiques de développement	5 crédits	24h

UE2 Grand oral et mémoire ou stage

Choix Mémoire ou stage S4	
Mémoire	
Stage	
Grand jury africaniste	5 crédits